

Fédération Syndicale Européenne des Services publics (FSESP)
Communiqué de Presse – 18 décembre 2014

L'austérité continue d'être la meilleure amie des fraudeurs fiscaux

Il y a un an, la FSESP publiait un rapport sur l'impact des coupes budgétaires sur la collecte de l'impôt entre 2007 et 2011.

La mise à jour publiée aujourd'hui montre que peu de choses ont changé. Malgré l'engouement pour de nouvelles mesures législatives pour lutter contre l'évitement fiscal des grandes entreprises – sans doute en raison des révélations au sujet des fuites fiscales luxembourgeoises – les ressources pour effectuer cette lutte continuent à être réduites.

Il est estimé que 24 Etats sur 30 (l'UE 25, l'Islande et la Norvège) ont réduit le nombre d'emplois dans l'administration fiscale entre 2008 et 2012. Dans les pays où des données comparables sont disponibles, on note une perte de 56 865 emplois, soit 9,6% des 593 000 employés en début de la période.

Deux pays, la Grèce et le Royaume-Uni, ont réduit l'emploi dans l'administration fiscale par plus d'un cinquième en quatre ans, et un troisième pays, la Lettonie, a réduit l'emploi de 19,8%.

Certains signes montrent que ce processus se ralentit mais qu'il n'est pas encore prêt de s'arrêter, et au moins huit pays ont fait de nouvelles diminutions en 2013 et/ou prévoient de nouvelles diminutions d'emplois dans l'avenir.

Ces coupes signifient essentiellement moins d'audits fiscaux des grandes entreprises et des riches individus, pour les citoyens ordinaires, leur paiement d'impôt est de plus en plus souvent traité automatiquement.

« *La FSESP a longtemps dénoncé l'absurdité du sous-investissement des administrations fiscales qui lèvent les impôts nécessaires pour financer les services publics, ce qui est essentiel pour regagner la confiance des citoyens dans des systèmes fiscaux efficaces et équitables. L'arsenal législatif européen et international doit être accompagné par des investissements dans les administrations fiscales. C'est le test clé pour les dirigeants de l'UE, s'ils sont prêts, ou non, à récupérer les 1 000 milliards d'Euros manquants à l'Europe chaque année.* », explique **Jan Willem Goudriaan**, Secrétaire général de la FSESP.

[Rapport "The impact of austerity on tax collection: one year later and still going backwards"](#) ,
Labour Research Department décembre 2014

Voir le 1er rapport, 2013 sur <http://www.epsu.org/a/9397>

Pour plus d'infos : Pablo Sanchez, psanchez@epsu.org 0032 (0) 474 62 66 33

La FSESP est la Fédération syndicale européenne des Services publics, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 265 organisations syndicales en sont membres.

Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site <http://www.epsu.org>